

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

Le Communisme à la conquête du monde

- EN RUSSIE
- EN EUROPE
- AU CANADA

Avril 1947

No 399

1961, RUE RACHEL EST, MONTRÉAL

Prix : 15 sous

Tous droits réservés

H+N

31

E34

v. 399

1947

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

Directeur: R. P. ARCHAMBAULT, S. J.

(Abonnement: \$1.50 par an)

- 1a. *L'Ecole Sociale Populaire.*
2. *L'Organisation ouvrière dans la province de Québec* (2^e édition, 1913). Arthur Saint-Pierre
- 7 et 12. *La Caisse populaire.* Alphonse Desjardins
15. *L'Encyclique « Rerum novarum ».* S. S. Léon XIII
- 18-19. *Contre l'alcool.* Dr Joseph Gauvreau
- 20-21. *Un catholique social: Frédéric Ozanam.* Abbé Guoin, P.S.S.
30. *L'Utopie socialiste — I.* XXX
- 34-35. *L'Eglise et progrès social.* Chanoine Desgranges
46. *A propos d'immunité.* R. P. Gonthier, O. P.
51. *Les Avantages de l'agriculture.* R. P. Alexandre Dugré, S. J.
- 53-54. *Le Règne social du Sacré Cœur.* Abbé Guoin, P. S. S.
55. *Le Complot coopératif.* Anatole Vanier
59. *Le Clergé et les œuvres sociales.* R. P. Archambault, S. J.
- 62-63 64. *Vers les terres neuves.* R. P. Alexandre Dugré, S. J.
76. *Nos errements agricoles.* R. P. Edgar Colclough, S. J.
86. *Le Problème social et sa solution.* Abbé Edmour Hébert
87. *Les Semaines sociales.* E. S. P.
- 88-89. *De l'Internationalisme au Nationalisme.* Alfred Charpentier
91. *L'Action sociale.* Antonio Perrault
- 92-93. *La Grève et l'enseignement catholique.* R. P. Villeneuve, O. M. I.
94. *Programme d'action sociale.* Ed. Montpetit
96. *L'Organisation professionnelle.* Mgr L.-A. Plaquet
97. *Syndicats patronaux.* Abbé Emile Cloutier
100. *Le Salaire.* Abbé Edmour Hébert
102. *La Question des chemins de fer.* XXX
103. *Les Calasses Desjardins, œuvre sociale.* Wilfrid Guérin
105. *L'Organisation ouvrière catholique au Canada.* E. S. P.
106. *Réformes scolaires.* E. S. P.
107. *Le Travail du dimanche dans notre industrie.* Mgr Eugène Lapointe
110. *La Société catholique de Protection.* E. S. P.
111. *Le Problème des narcotiques au Canada.* Olivier Carignan
112. *Le Charbon au Canada.* Paul Chartiez, S. J.
- 113-114. *Le Nord qui s'ouvre.* R. P. Al. Dugré, S. J.
115. *Les Trois Etapes de la question ouvrière.* Abbé Edmour Hébert
- 116-117. *Dans les chantiers.* R. P. J.-A. Desjardins, S. J.
118. *La Mortalité infantile.* Dr Joseph Gauvreau
- 120-121. *Le Chômage.* Gérard Tremblay
122. *L'Eucharistie et la question sociale.* R. P. Léo Boismenu, S. S. S.
124. *Le Patriotisme.* S. G. Mgr Lafèche
125. *L'Apprentissage.* E. S. P.
- 126-127. *Notre problème agricole.* Charles Gagné
128. *Les Forces hydrauliques.* R. P. Pierre Fontanel, S. J.
129. *L'Art ménager.* Abbé Arm. Beauregard
130. *Le Domatne rural canadien.* G. Bouchard
132. *La Jeune Fille et les œuvres de charité.* R. P. Adélarde Dugré, S. J.
- 133-134. *Pour et contre le tabac.* R. P. Pierre Fontanel, S. J.
135. *Vers l'émancipation économique.* G.-E. Marquis
- 136-137. *Le Travail de nuit dans les boulangeries.* XXX
138. *Expansion industrielle dans le Québec.* G.-E. Marquis
139. *Le Logement et la santé.* R. P. Pierre Fontanel, S. J.
142. *L'Éducation de la Justice.* R. P. Louis Lalande, S. J.
143. *Abolitionnisme ou Réglementation.* R. P. J. Salamans, S. J.
144. *L'Actionnariat syndical.* Max. Turmann
- 145-146. *Le Conseil national d'Éducation.* C.-J. Magnan
147. *Jeunes d'autrefois. Jeunes d'aujourd'hui.* R. P. Maurice H.-Beaulieu, S. J.
148. *Éclaireurs canadiens-français.* R. P. Adélarde Dugré, S. J.
- 149 150. *La Pulpe et le Papier.* R. P. Pierre Fontanel, S. J.
151. *L'Atelier syndical fermé.* Alfred Charpentier
155. *L'Effort économique de notre race.* Rodolphe Laplante
- 156-157. *La Forêt canadienne.* R. P. Pierre Fontanel, S. J.
158. *Le Caractère de l'adolescent.* R. P. Paul-Émile Farley, C. S. V.
- 159 160. *Les Allocations familiales.* R. P. Léon Lebel, S. J.
161. *L'Association professionnelle.* Abbé Maxime Fortin
162. *Fédération des Œuvres d'hygiène infantile.* XXX
163. *La Réforme du calendrier.* J.-H. Richardson
164. *Les Petites Industries féminines à la campagne.* Georges Bouchard
165. *L'Union ouvrière.* Abbé L.-A. Lafortune et Gérard Tremblay
166. *Les Anciennes Corporations.* R. P. Stanislas, P. S. V.
167. *Le Communisme international au Canada.* E. S. P.
168. *Parents et Maîtres, leur collaboration.* Abbé Arthur Maheux
169. *L'Enseignement agricole d'hiver.* Albert Rioux
170. *Le Cinéma.* Oscar Hamel
171. *La Crise protestante.* R. P. Ad. Dugré, S. J.
- 172-173. *La Formation technique.* R. P. Pierre Fontanel, S. J.
174. *La Gaspésie intérieure.* Péninsulaire
175. *Chefs ouvriers catholiques.* L.-G. Hogue
176. *La Mission sociale de l'hygiène.* Dr J.-A. Baudouin
177. *Les Associations ouvrières au Canada.* E. S. P.
179. *L'Indissolubilité du mariage.* R. P. E. Jombart, S. J.
180. *Le Tourisme, source de richesse.* Eugène L'Heureux
181. *La Vaccination antituberculeuse.* Dr J.-C. Bourgoin
182. *L'Utilisation des sous-produits de la pêche.* Joseph Risi

Le Communisme à la conquête du monde

La liaison communiste internationale ¹

I. — COMMENT EST ORGANISÉE LA LIAISON COMMUNISTE INTERNATIONALE

Puisque c'est le seul et très puissant État où le Parti communiste soit maître absolu du pouvoir, c'est toujours d'U. R. S. S. qu'est dirigée l'action communiste mondiale; la déclaration de liquidation de l'Internationale communiste ou Komintern ne pouvait rien changer à cet état de fait. Les victoires de l'Armée rouge ne pouvaient qu'augmenter sa portée.

Comment s'exerce cette influence directrice?

1° *Les partis communistes* de chaque pays sont en rapports directs avec le « grand Parti frère », c'est-à-dire le Parti communiste russe. Ce dernier a toujours été reconnu comme la « section dirigeante de l'Internationale communiste » et il ne songe pas à abdiquer cette fonction au moment où ses propres moyens d'action se sont accrus considérablement et où les circonstances mondiales paraissent plus favorables qu'elles ne l'ont jamais été.

L'Internationale communiste subsiste donc en fait et son centre dirigeant est toujours à Moscou, mais il se nomme le Comité central du Parti communiste russe et non le Comité central du Komintern. La position de chaque parti dans cette Internationale *de facto* est plus décentralisée en ce sens que son action s'exerce davantage sur le plan dit « national ».

Le Commissariat de la propagande est rattaché en U. R. S. S. à la direction du Parti communiste russe et la liaison s'établit par son intermédiaire entre les partis communistes « nationaux » et les organes de l'État soviétique.

2° Un organe important de propagande et d'action du Komintern était le *Profintern*, c'est-à-dire l'*Internationale syndicale rouge*. Il n'en est plus parlé officiellement et, encore ici, c'est l'organe soviétique, c'est-à-dire la direction des Syndicats soviétiques, dont Kouznetzoff est le principal personnage, qui

1. Cet article et les deux suivants nous ont été adressés du Centre de Genève: « Pour la Démocratie suisse ».

a remplacé l'organe international, c'est-à-dire le *Profintern*. Cette direction participe à la création de la nouvelle organisation syndicale mondiale et se propose évidemment de la « radicaliser »; elle envoie des délégations itinérantes en Europe occidentale et en Amérique; elle crée des Comités internationaux mixtes qui assurent la liaison entre les Unions professionnelles soviétiques et les syndicats étrangers du même ordre existant dans les plus importants États industriels. Ces Comités internationaux offriront, — la direction des Syndicats soviétiques y compte bien, — un bon terrain de propagande. Car il va sans dire que son intervention dans le mouvement international syndicaliste ne poursuit pas d'autre but que de noyauter les syndicats non communistes.

3° *La propagande parmi les intellectuels* est demeurée du ressort du V. O. K. S. (Société pour les rapports culturels avec l'étranger) et, dès la fin de la guerre, tirant profit immédiatement et avec la plus grande habileté de la faveur attirée à l'U. R. S. S. par sa victoire sur Hitler, elle a pris une extension considérable. De nombreuses nouvelles sociétés de « rapports culturels », telles que *Suisse-U. R. S. S.*, *France-U. R. S. S.*, etc., ont été constituées et fonctionnent aujourd'hui en Europe, en Amérique et jusqu'en Australie. A en juger par les revues qu'elles publient, les manifestations artistiques qu'elles organisent, le tout à grands frais, ces Sociétés disposent de ressources importantes.

Sans doute, les membres de ces groupements ne sont pas tous des propagandistes attitrés, mais ceux qui, parmi eux, le sont, contrôlent et dirigent toute l'activité de la Société.

4° *Les « Jeunesses communistes »* sont demeurées organisées sur le plan international, sans perdre de vue que l'objectif de chacune est de gagner au communisme la jeunesse de tel ou tel pays. Mais elles ont été parfois obligées de se camoufler pour cacher leurs buts révolutionnaires: en France, par exemple, elles se sont transformées en ce qu'on y appelle un « mouvement parallèle » sous le nom de *Jeunesses républicaines*. Ces *Jeunesses républicaines* attirent à elles les jeunes gens des deux sexes en créant un climat de camaraderie qui ouvre aisément accès à la propagande.

5° *Les organisation féminines « antifascistes »* jouent aussi un rôle dans l'action communiste internationale, mais ici encore, sur le terrain national, il a été nécessaire de les présenter sous une apparence aussi anodine que possible, telle l'*Union des femmes françaises*, qui a réussi à recruter peu à peu bien des femmes qui n'auraient jamais songé à s'aventurer aussi loin dans l'extrémisme politique.

Il faut noter en passant la grande habileté avec laquelle a manœuvré le Parti communiste français au cours des mois qui ont suivi la libération du territoire. Promoteur du Front populaire et par conséquent artisan principal de la débâcle française en 1940, il a su présenter ses adhérents comme les premiers et les plus purs des « résistants » et accroître ainsi considérablement son prestige.

Pour étendre plus encore son influence, il a créé ces « mouvements parallèles » au parti, tels que ceux que nous venons de citer, et tels encore que la Fédération des Vieux Travailleurs, la Fédération des locataires, le Mouvement uni des Auberges de la Jeunesse; il s'efforce enfin de noyauter l'Association républicaine des anciens combattants (A. R. A. C.).

On attire ainsi à soi, sans les effaroucher en leur parlant immédiatement politique, nombre d'indifférents et d'indécis qui, le moment venu, sont mis sur la forme.

Dans l'organisation actuelle du communisme international, on constate l'absence de l'Internationale paysanne. Dans les pays agricoles occupés par l'Armée rouge, celle-ci oblige les gouvernements vassaux de Moscou à prendre les mesures agraires décidées par l'U. R. S. S. Dans les autres pays, la propagande est faite sur le plan national auprès des petits paysans par les Partis communistes.

On constate aussi l'absence de la « Ligue antiimpérialiste », car il serait difficile à l'U. R. S. S. de faire de l'antiimpérialisme contre les autres États, alors que sa propre politique est toute orientée vers l'impérialisme. L'agitation qui se manifeste aux Indes orientales, contre les Français et les Hollandais, a-t-elle une origine indigène, ou japonaise, ou soviétique, il est encore trop tôt pour le discerner.

Dans un tableau de l'action communiste internationale, on ne saurait laisser de côté le contrôle exercé sur toute la propagande par la Section étrangère du N. K. V. D. (Police politique soviétique) et du Rasvedoupr (espionnage et contre-espionnage militaire).

De nombreuses « commissions soviétiques de rapatriement », auxquelles les agents du N. K. V. D. participent en grand nombre, agissent à l'arrière des armées d'occupation américaine, anglaise et française.

Les légations et consulats des dix pays occupés par l'U. R. S. S. sont de plus en plus contrôlés par les agents soviétiques et c'est là un moyen d'action non négligeable aussi bien dans les deux Amériques qu'en Europe.

La politique étrangère de l'U. R. S. S.

Celui qui veut essayer de se faire une juste idée des buts de la politique étrangère soviétique ne doit pas perdre de vue, qu'étant donné le caractère particulier de l'État des Soviets, sa politique est subordonnée (ou présentée comme telle) à des considérations d'ordre idéologique. De ce fait, elle peut paraître incompréhensible et même contradictoire au point de vue occidental, et pourtant elle poursuit des buts bien déterminés et invariables. Aussi, pour voir clair dans la politique étrangère d'après-guerre de Moscou, ne faut-il pas se borner à observer les événements internationaux. Il faut également essayer, malgré « le rideau de fer », de se rendre compte de l'évolution des événements et des idées en Russie même.

Deux constatations se dégagent d'informations de sources soviétiques (presse, radio):

1° Le renforcement de la propagande communiste et de la mainmise du Parti sur le pays dans le but évident de galvaniser l'antagonisme à l'égard de l'Occident « bourgeois ». La récente décision du Comité central du Parti de publier le recueil des travaux rédigés par Staline de 1901 à 1946, et les déclarations de la presse et des hommes d'État soviétiques à l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de la mort de Lénine ne font que confirmer cette constatation.

2° Le renforcement continu et systématique du potentiel de guerre qui prime toutes les autres préoccupations du gouvernement soviétique. Les récents décrets concernant la création de nouveaux commissariats pan-unionistes de construction de l'industrie lourde et de l'industrie de guerre, d'un commissariat pour les études techniques, ainsi que de deux commissariats d'industrie houillère, en donnent une nouvelle preuve. D'ailleurs la presse soviétique ne le cache pas.

Quant à la politique étrangère soviétique proprement dite, les mots d'ordre officiels sont: a) lutte implacable contre le « fascisme »; b) entente étroite entre les « trois grands » — base indispensable de la collaboration des nations unies, excluant tous blocs régionaux.

Voyons comment le second de ces mots d'ordre est appliqué par Moscou.

Si de vagues projets d'entente entre certains pays occidentaux ne cessent de provoquer les foudres de Moscou, le bloc oriental, à la complète obédience de l'U. R. S. S., est par contre un fait accompli. Les décisions de la conférence de Moscou, quoi qu'on en dise, n'ont rien changé à cet état de choses, celui-ci étant déjà trop avancé. En effet, la structure des pays du bloc oriental a déjà subi, sous l'influence de l'U. R. S. S., des chan-

gements si fondamentaux qu'on est presque en droit de parler de quelques-uns de ceux-ci comme de républiques soviétiques. Pour s'en convaincre, il suffit de prendre connaissance des lois et des décrets qui y ont été promulgués. La lecture des textes des constitutions yougoslave et bulgare, qui ne sont que des « raccourcis » de la constitution de l'U. R. S. S., est tout particulièrement instructive à cet égard.

Il y a certes des variations dans les méthodes soviétiques de mise au pas des pays en question. Ce qu'il importe de retenir, c'est que le résultat final est partout le même, à savoir que ces pays perdent progressivement toute liberté politique et économique. Simples pions manœuvrés par l'U. R. S. S. sur l'échiquier politique mondial, leur économie est mise au service de l'économie soviétique à titre de réparations ou par des traités de commerce imposés *ad hoc*. Ces mêmes traités éliminent toute ingérence occidentale ou américaine. Si des rapports économiques sont admis avec d'autres pays que l'U. R. S. S., ils le sont dans la mesure où cela peut être profitable à cette dernière.

Le bloc oriental est désormais une réalité politique et économique et on ne peut plus avoir aucun doute quant à la volonté des organes de contrôle soviétique de pousser l'entreprise jusqu'à son aboutissement logique: domination exclusive soviétique et limitation, sinon suppression, de toute influence occidentale et américaine.

En outre, il ne faut pas perdre de vue que tous les dirigeants des pays du bloc oriental et leurs collaborateurs immédiats sont, soit des communistes de l'école de Lénine-Staline, soit des personnes qui, pour des causes différentes, ont définitivement lié leur sort à celui de Moscou.

D'autre part, la majorité des États constituant le bloc oriental étant slave, l'idée panslave, mise en avant et adroitement exploitée, sert d'une part d'explication « idéologique » à la mainmise soviétique sur les pays et présente d'autre part un puissant moyen pour la propagande soviétique dans les pays occidentaux et surtout en Amérique. Le Comité panslave de Moscou, secondé par ses filiales dans les pays slaves, est devenu actuellement le centre dirigeant d'une sorte de nouvelle internationale auxiliaire, qui déploie une grande activité dans le monde entier et tout particulièrement en Amérique, en Australie et au Canada, où, comme on le sait, le nombre de citoyens d'origine slave est très élevé. Il est inutile d'insister sur le fait que cette propagande, se réclamant du panslavisme, est destinée à servir en premier lieu les intérêts de l'U. R. S. S., dans le but d'affaiblir la résistance à la pénétration soviétique communiste.

Enfin, et ceci est très grave au point de vue qui nous intéresse, la diplomatie des pays du bloc oriental est pratiquement

au service des intérêts de l'U. R. S. S. au même degré que le sont les représentations diplomatiques de l'Ukraine et de la Biélorussie et que le seront celles des Pays baltes, aussitôt que ceux-ci seront reconnus en tant que républiques soviétiques.

Le bloc oriental joue également un rôle considérable dans le renforcement du potentiel de guerre de l'U. R. S. S. En effet, c'est un secret de polichinelle que les armées de la Yougoslavie, de la Bulgarie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie sont, non seulement réorganisées et réarmées d'après le modèle de l'U. R. S. S. et fortement encadrées (de haut en bas) par des éléments de l'Armée rouge, mais encore qu'elles contiennent de nombreuses unités soviétiques sous l'uniforme correspondant. Ce camouflage est facile parce que, déjà pendant la guerre, de nombreuses unités de « partisans » russes se trouvaient dans les rangs de la « résistance » de ces pays; la ressemblance de langue y aide aussi. De nombreux soldats et officiers slaves ayant combattu au cours de la guerre dans les rangs de l'Armée rouge, à titre individuel ou en formation nationale, et ayant fait ainsi l'école russe aussi bien au point de vue militaire qu'idéologique, facilitent la mainmise de Moscou sur les forces armées de ces pays. Aussi a-t-on le droit de considérer les armées des pays du bloc oriental comme partie intégrante des forces militaires de l'U. R. S. S.

Il faut y ajouter les formations paramilitaires de jeunesse, organisées dans ces pays sous divers noms et entraînées d'après le modèle soviétique.

Il ne faut pas oublier non plus que de forts contingents de l'Armée rouge se trouvent toujours sur pied de guerre dans la plupart de ces pays.

D'autre part, les traités de commerce signés entre l'U. R. S. S. et ses pays vassaux révèlent qu'en grande partie les fournitures de ces derniers ont trait à l'industrie de guerre.

Proche-Orient. — Depuis que Litvinoff, alors qu'il rentrait d'Amérique au début de la guerre, avait invoqué la nécessité pour l'U. R. S. S. d'avoir un débouché sur le golfe Persique, les efforts de Moscou dans tout le Proche-Orient ont redoublé. D'autre part, la question de l'élimination de l'influence anglaise dans l'Iran point de litige datant des temps tzaristes, a rebondi avec une nouvelle force. Il ne faut pas croire que les événements qui ont provoqué le conflit actuel dans cette région sont dus exclusivement à la présence en Iran de troupes soviétiques. La pénétration soviétique dans ce pays a été préparée de longue date et n'a été que facilitée par la guerre. En effet, tout en mettant une sourdine à la propagande communiste et en se servant très adroitement du simulacre de l'indépendance de la république soviétique d'Azerbedjan, Moscou a non seu-

lement mis sur pied un mouvement « nationaliste » azerbedjan, dont le but dissimulé est le « rattachement à la mère-patrie » de la partie du peuple azerbedjan actuellement « sous le joug iranien », mais a également inondé l'Iran tout entier de ses émissaires indigènes instruits dans ses écoles et qui constituent aujourd'hui le pivot du mouvement « démocratique » iranien. La lecture de la presse soviétique d'après-guerre en donne une preuve incontestable. Signalons en particulier l'importance qui a été attribuée par celle-ci au séjour en Azerbedjan soviétique de la nombreuse délégation iranienne et à sa composition, ainsi qu'à d'autres « manifestations d'amitié et de communauté de la culture azerbedjan et iranienne ». Notons en outre la campagne de la presse « démocratique » iranienne dont l'inspiration soviétique est évidente.

La dénonciation par l'U. R. S. S. du pacte d'amitié avec la *Turquie*, les prétentions de l'Arménie soviétique sur les provinces de Kars et d'Ardahan (voir la campagne déclenchée par suite du concile de l'Église arménienne dans les pays occidentaux et en particulier en Amérique), celles de la Géorgie (voir la lettre publiée par les journaux soviétiques à ce sujet émanant de trois savants géorgiens) sur les provinces maritimes turques ne constituent que des parties d'un même plan préparé de longue date et dont l'application a été retardée par la guerre. Ce plan tend à la mainmise soviétique sur les détroits et à l'affaiblissement de la Turquie, et menace en même temps les intérêts vitaux de la Grande-Bretagne. M. Bevin vient de le laisser entrevoir et le sait parfaitement bien.

L'attitude de l'U. R. S. S. à l'égard des problèmes indien, palestinien, lybano-syrien, arabe et indonésien s'inspire des mêmes tendances. Elle correspond exactement à la politique U. R. S. S.-Komintern concernant les pays coloniaux et semi-coloniaux et qui était bien connue de tous les spécialistes en ces matières.

De nombreux indices, ainsi que la lecture des journaux soviétiques, révèlent que la politique soviétique à l'égard de l'Amérique n'est pas différente, qu'il s'agisse de l'Extrême-Orient ou des bases militaires qui font l'objet de revendications américaines.

France. — Le but évident de la politique soviétique vis-à-vis de la France est, malgré les déclarations des chefs du Parti communiste français, de maintenir celle-ci en état de désagrégation et, au point de vue international, d'infériorité, tout en constituant par étapes une nouvelle base soviétique au sein même des pays occidentaux. Avec le départ du général de Gaulle, la première étape peut être considérée comme atteinte. La prise du pouvoir par le Parti communiste (avec ou sans participation des autres partis) en sera probablement l'étape finale. D'autre

part, il est également évident que, aussi bien directement que par l'intermédiaire du Parti communiste français, Moscou fait son possible pour empêcher tout rapprochement de la France avec l'Angleterre, rapprochement qu'elle considère au même titre que toute entente entre pays occidentaux, comme une menace pour l'U. R. S. S. L'hostilité dont Moscou fait preuve à l'égard des milieux dirigeants du parti socialiste français et en particulier à l'égard de Blum et de ses collaborateurs immédiats (voir les attaques de la presse soviétique, au moment de la crise gouvernementale française, contre de Gaulle, Blum et Vincent Auriol) s'explique en grande partie par les mêmes considérations.

La politique « séparatiste » pratiquée par Moscou en *Allemagne* est trop connue pour qu'on ait besoin d'y revenir. Un de ses buts incontestables est également d'opposer l'opinion publique allemande, dans la zone d'occupation soviétique en premier lieu, aux Anglo-Américains, en quoi, d'après une source neutre et qui paraît particulièrement bien informée, les Soviets paraissent avoir assez bien réussi, au point que l'informateur en question admet qu'en cas de conflit (?) les Allemands de la zone russe, en tout cas, seraient prêts à combattre dans les rangs soviétiques. (Éditorial du *Journal de Genève*, 14 janvier 1946: « La paix pourra-t-elle être maintenue ? »)

Tout ce qui précède paraît définir assez clairement l'attitude soviétique à l'égard de ces deux grands partenaires. Il faut néanmoins relever que l'attitude soviétique à l'égard de l'Angleterre diffère de celle observée à l'égard de l'Amérique. En effet, l'affaiblissement de la Grande-Bretagne par suite de la guerre (voir article de la *Pravda*: « Les relations économiques anglo-américaines ») et son rôle en Europe, en tant que promotrice éventuelle d'un rassemblement d'États occidentaux, la font considérer par Moscou comme l'ennemi numéro un auquel, dès à présent, elle ne ménage aucune difficulté dans toutes les parties du monde, en essayant en même temps de la séparer de l'Amérique.

Si cette dernière est pour le moment moins exposée aux attaques soviétiques ouvertes, cela n'empêche pas qu'un travail souterrain, patient et systématique, est mené également contre elle par les moyens les plus différents. Notons l'activité du congrès des syndicats de production américaine à l'obédience de Moscou, congrès qui n'est pas étranger aux récentes grèves (voir voyage de la délégation syndicale soviétique en Amérique, séjour de la délégation du susdit congrès en U. R. S. S., récente déclaration du président de la Confédération américaine du Travail, etc.); retenons l'activité de la Société *Amérique-U. R. S. S.* et le séjour de la délégation de cette Société en U. R. S. S., l'activité du comité panslave américain (voyage en U. R. S. S. de son président Krjitsky), l'attitude de la presse soviétique dans

la question nègre, les attaques de la politique américaine en Chine et au Japon (voir les textes *russe*s des communiqués du Tass concernant la Corée et les îles Kouriles), etc. ¹.

D'autre part, une activité intense est déployée par Moscou en Extrême-Orient et dans le Pacifique, dont le but est la constitution de puissantes bases militaires et politiques (Port-Arthur, Dairen, etc.), activité secondée par une pénétration toujours plus accentuée en Chine.

Enfin, ce serait une illusion de croire que le rideau de fer qui cache à l'Occident à peu près tout ce qui se passe derrière celui-ci marque aussi la limite de la pénétration soviétique vers l'Ouest. Rien de tel.

Peu de mois ont passé depuis la fin des hostilités et déjà les tentacules soviétiques destinées à cette pénétration se sont réformées et se trouvent constamment en mouvement. Le Kominintern et son grand état-major de Moscou — le fameux E. K. K. I. — ayant été officiellement supprimés, c'est à la direction du Parti communiste soviétique que convergent tous les fils qui relient le Kremlin aux différents partis communistes.

Sous l'impulsion de Moscou, mais en dehors des Partis communistes, trois nouvelles organisations mondiales ont été créées récemment. Ce sont: l'Union mondiale syndicale, l'Union mondiale des jeunes et l'Union mondiale des femmes antifascistes. Ce ne sont pas des organisations communistes, mais les communistes russes et leurs acolytes étrangers y jouent un rôle capital.

Enfin, partout fonctionnent des sociétés de rapprochement culturel et politique avec l'U. R. S. S. Il ne faut pas oublier non plus les nombreuses commissions de rapatriement et diverses autres missions soviétiques, qui forment un réseau serré de centres d'observation et d'action dans toute l'Europe occidentale et en Amérique.

Ainsi, non seulement le bloc oriental est un fait accompli, mais en outre ses multiples tentacules pénètrent profondément vers l'Occident et en Asie hors des frontières de l'U. R. S. S. et des zones occupées par l'Armée rouge.

Quels sont donc les enseignements qu'on doit retenir de ce qui précède?

1° Ayant repris à son compte les aspirations d'expansion impérialiste séculaire russe, l'U. R. S. S. fait preuve de préten-

1. Depuis que ces lignes ont été écrites, l'attitude de Moscou envers les États-Unis s'est montrée de plus en plus hostile. En outre, des enquêtes comme celle que fait actuellement le Comité des activités subversives institué par la Chambre des représentants révèle le travail formidable accompli par les agents communistes aux États-Unis qui se sont glissés dans tous les milieux et y occupent des postes importants. (E. S. P.)

tions dépassant celles-ci de loin. Elle se sert pour aboutir à ses fins de moyens techniques dont la puissance ne peut être comparée non seulement à ceux dont disposait l'Empire des tzars, mais également à ceux de la plupart des États contemporains.

2° Sous le couvert de l'internationalisme, l'U. R. S. S. tend à la domination mondiale eurasiennne, le communisme n'étant qu'une nouvelle forme d'impérialisme.

3° Estimant à juste titre que seuls les pays anglo-saxons sont en mesure de s'opposer à ses visées impérialistes, l'U. R. S. S. tend, par tous les moyens puissants à sa disposition, de saper les forces matérielles et morales de ces pays.

4° Jugeant que, de ces deux pays, la Grande-Bretagne est la plus affaiblie par la guerre, l'U. R. S. S. s'attaque tout particulièrement à celle-ci, tendant en premier lieu de désagréger son empire en s'en prenant aux points les plus vulnérables de celui-ci.

5° La puissance militaire et économique de l'U. R. S. S., qui est déjà en croissance continuelle, va recevoir un nouvel essor par suite de l'application du quatrième plan quinquennal comprenant également l'utilisation des ressources des pays du bloc oriental.

En résumant, on est amené à reconnaître en toute objectivité qu'on assiste à la préparation par l'U. R. S. S.-Eurasie, sous la bannière du léninisme-stalinisme, d'un assaut contre l'Occident.

Il est certes impossible de prévoir le moment où sera déclenchée cette offensive. Celui-ci sera déterminé par l'état de la préparation matérielle de la Russie, déjà très avancé, ainsi que par la cadence que prendra le processus de désagrégation des forces de résistance du monde occidental, activement poussé par Moscou. Une chose est certaine, le temps travaille pour l'U. R. S. S.

Les Partis communistes

U. R. S. S.

Les chefs soviétiques ne se sont pas lassés de proclamer, depuis la fin des hostilités, qu'ils considèrent indispensable le renforcement de l'emprise communiste sur les peuples de Russie et d'ailleurs.

Les actes officiels, publiés à Moscou, démontrent que la direction du Parti communiste est, comme avant la guerre, indissolublement liée au gouvernement soviétique. Tous les ministres soviétiques sont membres du Parti communiste et Staline, chef suprême, cumule les fonctions de président du Conseil des ministres, de ministre des forces armées de terre, de mer et de l'air, de secrétaire général du Parti communiste et de membre de son Bureau Politique.

Voici la composition du Bureau Politique, de cet organe dirigeant communiste le plus important: Staline, Kalinine, Mikoyan, Kaganovitch, Vorochiloff, Andréeff, Jdanov, Malenkov, Beria, Khroustchhoff. Remplaçants: Boulganine, Kossiguine, Voznessensky, Schwernik. Bureau d'organisation du P. C.: Staline, Malenkov, Jdanov, Kouznetzoff, Popov.

D'après les dernières données, le nombre des membres du Parti communiste soviétique s'élèverait à 6,000,000. Le Kom-somol compterait 15,000,000 de membres. Cela constitue une très petite minorité. Néanmoins cette minorité tient tout le pouvoir, car le Parti communiste est le seul parti autorisé, comme le fut le fascisme en Italie et le national-socialisme en Allemagne. *Il détient à lui seul tous les leviers de commande de l'Etat totalitaire soviétique.*

Il a été montré dans de précédents rapports comment les mouvements communistes étrangers continuent à se rallier à Moscou, soit directement au Comité central du P. C. soviétique, soit par l'entremise de différentes organisations auxiliaires, telles que les Syndicats, le V. O. K. S., Femmes antifascistes, Jeunesses communistes, etc. Cela explique sans plus la synchronisation de l'action communiste sur le plan international dont a parlé M. Bevin.

PAYS SOUS CONTRÔLE SOVIÉTIQUE

Les Pays baltes ayant été incorporés à l'U. R. S. S., les communistes estoniens, lettons et lithuaniens semblent figurer parmi les 6,000,000 de membres du Parti communiste soviétique.

Finlande. — Le chef communiste Kuusinen, ancien membre de l'E. K. K. I. (Comité exécutif de l'Internationale communiste), fonctionne comme président de la République soviétique carélienne, incorporée à l'U. R. S. S.

Pologne. — Le Parti communiste polonais s'intitule Parti du Travail. Parmi les chefs communistes il y a lieu de signaler tout particulièrement: Bierut, chef du gouvernement; le major Bakin, commandant de la milice communiste (ancien collaborateur du N. K. V. D.), et le général Radkévitch, ministre de la sécurité et chef de la Sûreté.

Tchécoslovaquie. — Le Parti communiste compte 1,000,000 de membres; son organe principal est *Rude Pravo*; 1,000,000 de brochures de propagande ont été distribuées à l'occasion du Congrès du P. C. Gottwald, vice-premier ministre du gouvernement, Nozek, ministre de l'Intérieur, les ministres de l'Information (Kopecky) et de l'Instruction publique sont communistes.

Bulgarie. — Les principaux chefs communistes sont: Dimitrov, président du P. C. bulgare; Anton Jugoff, ministre de l'Intérieur. Les communistes contrôlent le Front national, qui détient tous les leviers de commande.

Yougoslavie. — 6,725,047 voix ont été données au *Front national* lors des dernières élections contrôlées par les communistes. 30% des électeurs auraient voté pour ces derniers.

Macédoine. — Chef communiste: Vlahov.

Albanie. — Hoxha est le Tito de l'Albanie.

Roumanie. — Chefs communistes: Anna Pauker (ancien membre de l'E. K. K. I.); Voitec, ministre de l'Intérieur; Georgiu, ministre des Travaux publics.

Hongrie. — Le chef du Parti communiste est Mathias Racszy (ex-membre de l'E. K. K. I.), aujourd'hui premier ministre.

Le nombre des membres du P. C. est de 150,000. Les communistes ont obtenu 787,000 voix aux élections de 1945.

Autriche. — Le chef communiste est Koplenig.

Les communistes ont eu 175,671 voix aux élections de novembre 1945 et ont obtenu trois mandats au Parlement.

Allemagne. — Les chefs communistes sont: Pieck (ancien membre de l'E. K. K. I.) et Ulbricht.

Nombre de communistes:

en zone américaine et française.....	58,800
en zone anglaise.....	103,700
en zone russe.....	511,000

Au total dans toute l'Allemagne..... 673,500

Dans tous les pays occupés par l'Armée rouge les communistes ne représentent, comme en U. R. S. S., qu'une minorité par rapport à l'ensemble de la population. Mais ils s'appuient aussi partout sur les baïonnettes de l'occupant et sa police; aussi jouissent-ils d'une influence et d'une possibilité de pression hors de proportion avec leur force numérique. M. Churchill l'a souligné dans son discours de Fulton et tous les rapports de la zone d'occupation russe le confirment.

Il y a lieu de relever en outre que les réformes de structure réalisées dans les pays occupés par l'Armée rouge favorisent énormément le contrôle et la mise au pas communiste devant aboutir à la soviétisation définitive de ces pays.

Enfin, comme toujours, les partis communistes ne forment que l'ossature. Ils s'entourent de nombreuses organisations auxiliaires de propagande et de contrôle qui renforcent leur emprise.

EUROPE LIBRE

Norvège. — Chef: Peder Furubotn. 161,217 voix aux élections d'octobre 1945. Onze mandats au Storting.

Suède. — Linderot, secrétaire général du Parti communiste. 318,466 voix aux élections de 1944 (sur 3,000,000). Première Chambre: 3 communistes sur 150 députés; Deuxième Chambre: 15 communistes sur 230 députés.

Danemark. — Voix communistes aux élections de novembre 1944: 255,183; aux élections de mars 1946: 113,504. Organe communiste: *Land und Volk*.

Suisse. — Parti du Travail: 20,000 membres (100,000 votants environ). Président: Léon Nicole. Secrétaire général: Hofmaier. Organes: *Voix ouvrière*, *Vorwärts*.

Hollande. — *Vereinigung von den Vrieden van de Waarheit; De Waarheid*, organe communiste, tirage de 300,000; *De Baanbreker*, organe communiste; *De Rode Oktober*, organe trotskiste. Bureau politique: Paul de Groot, Reuter, Wagenaar, Brandenburg, Annie Avrink, Mans, Baruch en Borst. Congrès du P. C.: 7-11 janvier 1946.

Indonésie. — 50,000 membres.

Belgique. — Chefs communistes dans le cabinet Van Acker: Edgard Lalmand, ministre du Ravitaillement; Albert Marteaux, ministre de la Santé publique; Jean Terfve, ministre de la Reconstruction; Jean Booremans, ministre des Travaux publics. 78,216 voix aux élections de février 1946. 23 mandats au Parlement (précédemment 9).

Italie. — Chefs communistes: Ercoli-Togliatti (ancien membre de l'E. K. K. I.), Ruggero Grieco. Membres: plus d'un million fin 1945.

France. — Chefs communistes: Thorez (ancien membre de l'E. K. K. I.), Marty, Duclos, Cachin, Grenier, Bonte, Mercier, Fajon, Guyot, etc., etc. Membres: plus de 1,000,000. Voix aux élections pour la Constituante: 4,831,264.

Angleterre. — Chefs communistes: Pollit, Gallacher, Palmo Dutt (anciens membres de l'E. K. K. I.). Membres: 45,000. Organe: *Daily Worker*; tirage: 110,000. Nombre de votants: 100,000.

Espagne. — Chefs communistes: Dolorès Ibarruri, Modesto Lister, Cabrillo, etc., etc. Le Parti est illégal.

Portugal. — Le Parti est illégal.

PAYS CONQUIS DEPUIS LA GUERRE

Vcici la liste des régions et pays qui ont été officiellement rattachés à l'U. R. S. S., sinon purement et simplement annexés, depuis septembre 1939:

	<i>Kilomètres carrés</i>	<i>Habitants</i>
Pologne orientale.....	177,012	10,150,000
Carélie finlandaise.....	41,772	470,000
Lithuanie.....	62,276	3,029,000
Lettonie.....	51,930	1,950,000
Estonie.....	46,817	1,120,000
Bessarabie et Bukovine.....	49,723	3,748,000
Moldavie.....	33,968	2,200,000
Petsamo (Finlande).....	10,581	4,000
Territoire de Kœnigsberg.....	9,031	400,000
Ukraine subcarpathique.....	12,743	800,000
Sakhaline du Sud (Extr. Or.).....	35,440	415,000
Iles Kouriles (Extr. Or.).....	10,223	4,500
Tannu Tuva (Mongolie).....	165,696	65,000
<i>Totaux.....</i>	<i>707,212</i>	<i>24,355,500</i>

LISTE RÉCENTE DES EFFECTIFS COMMUNISTES

En février dernier (1947) s'est tenue à Londres « la conférence communiste » de l'empire britannique. Les documents produits démontrent que 67 partis communistes sont présentement actifs dans le monde. Les 57 partis qui ont fait connaître les chiffres sur le nombre de leurs membres groupent 18,500,000 communistes.

Les nations qui n'ont pas soumis de chiffres sont la Yougoslavie, l'Albanie, les Philippines, l'Indonésie, le Portugal et l'Espagne. Quelques partis ne s'intitulent pas communistes, mais ils suivent les enseignements de Marx, d'Engels, de Lénine ou de Staline.

Il y a 6,000,000 de communistes en Russie soviétique; 2,200,000 en Italie; 1,300,000 en France; 74,000 aux États-Unis; 43,000 en Angleterre; 23,000 au Canada. Seize partis communistes existent en Amérique latine, avec un total de 491,800 membres, dont 130,000 au Brésil.

Au Canada

L'espionnage russe¹

IGOR GOUZENKO

C'est Igor Gouzenko qui dévoila l'existence au Canada d'une vaste conspiration visant à obtenir la divulgation de secrets d'État.

Gouzenko, qui avait été envoyé au Canada en juin 1943, avec le titre officiel d'« employé civil » de l'ambassade soviétique à Ottawa, était officier du chiffre pour l'attaché militaire, le colonel Zabotin.

Dans la soirée du 5 septembre 1945, Gouzenko quitta l'ambassade en emportant un certain nombre de documents de son bureau, entre autres des télégrammes envoyés à Moscou, d'autres reçus de Moscou, qu'il avait chiffrés et déchiffrés, ainsi que des documents rédigés soit par des Russes, membres de l'ambassade, soit par d'autres personnes domiciliées au Canada. Après avoir connu les aventures énumérées dans la section X du présent rapport, Gouzenko raconta éventuellement son histoire à la Royale Gendarmerie du Canada, qui en fit rapport au gouvernement canadien.

Il est hors de doute qu'il nous a donné une foule de renseignements et nous a révélé l'existence, au Canada et dans d'autres pays, d'une conspiration bien organisée. Il nous a fourni, non seulement les noms réels et fictifs des organisateurs, ainsi que ceux des Canadiens qui ont été pris « dans le réseau » (pour employer l'expression qu'on trouve dans les documents) et qui ont agi ici comme agents, mais il nous a aussi exposé comment fonctionnait cet organisme et quels étaient ses buts et ses méthodes au pays et à l'étranger.

Il est impossible de croire que ces tentatives, très souvent fructueuses, faites dans le but d'obtenir ici des renseignements secrets et confidentiels, ont été fortuites ou isolées. Il ne s'agit pas simplement d'actes d'employés russes poussés par un zèle intempestif à renseigner leur propre gouvernement. L'organisme sur pied au Canada est le résultat de longs préparatifs de la part d'hommes formés et expérimentés dans ce genre de travail, qui sont venus ici avec la détermination de se livrer à l'espionnage et qui ont recouru à toutes les ressources mises à leur

1. Ces lignes sont extraites du rapport de la Commission royale « pour enquêter sur les faits intéressants et les circonstances entourant la communication, par des fonctionnaires publics et autres personnes occupant des postes de confiance, de renseignements secrets et confidentiels aux agents d'une puissance étrangère », publié le 27 juin 1946.

portée, avec ou sans corruption, pour remplir les tâches qui leur avaient été assignées.

Quelques-uns avaient, sans nul doute, suivi des cours d'espionnage et avaient étudié les méthodes d'organisation d'une cinquième colonne, ainsi que la technique de la « formation » politique et psychologique.

Gouzenko lui-même ne vint à Ottawa qu'après avoir reçu la formation que ses supérieurs jugeaient essentielle à sa tâche. A 16 ans, il était membre du *Komsomol* ou « ligue de la jeunesse communiste », qui est un mouvement contrôlé par le parti communiste afin de préparer les jeunes gens à devenir membres du parti. Il apprit d'abord l'art de chiffrer et de déchiffrer des messages dans une école secrète, après que la N. K. V. D., qui est la police politique secrète officielle de l'Union soviétique, eut fait enquête sur son passé, et ce n'est que cinq mois après une telle enquête qu'il eut accès aux documents chiffrés. Il fut ensuite transféré à la division principale des renseignements de l'armée rouge à Moscou, où il passa une année. Pendant ce temps, il fut à même de prendre connaissance d'une foule de télégrammes expédiés dans d'autres pays ou reçus de ces pays et contenant des détails sur des opérations semblables à celles qu'il a dévoilées au Canada. Finalement, après plus ample enquête, Gouzenko fut envoyé au Canada.

OPÉRATIONS SECRÈTES

Gouzenko nous a raconté que les opérations d'espionnage conduites ici étaient entourées du plus profond secret. Il demeurait avec sa famille au n° 511, rue Somerset, à Ottawa, mais il avait son bureau particulier dans le service de chiffage des messages secrets, au premier étage de l'ambassade, n° 285, rue Charlotte. Il travaillait dans la chambre n° 12, une des huit pièces qui se trouvent au premier étage d'une aile de l'édifice, dont l'entrée est fermée par une double porte d'acier et dont les fenêtres sont munies de barreaux de fer et de volets d'acier que l'on ferme la nuit dans le but d'assurer le secret le plus complet. Dans le bureau en question se trouve un coffre-fort en acier contenant plusieurs documents importants du service de renseignements militaires. Les codes dont se servait Gouzenko pour chiffrer ou déchiffrer les télégrammes étaient gardés dans un sac scellé qui était remis chaque soir à un certain Aleksashkin, sac dans lequel on mettait aussi les télégrammes reçus de Moscou et ceux qui étaient envoyés à Moscou. On plaçait dans le coffre-fort les dossiers des agents, le journal secret du colonel Zabotin et d'autres documents du service de renseignements militaires. De temps en temps, quelques-uns de ces documents étaient brûlés dans un incinérateur situé dans la chambre n° 14.

Dans les chambres de cette aile secrète se trouvaient les commis du chiffre des différents services de la mission soviétique à Ottawa. Ils étaient cinq en tout: celui de la N. K. V. D., de l'ambassade proprement dite, de la section politique, de la section commerciale et de la section militaire. La section de la N. K. V. D. transmettait ses messages au quartier général de la N. K. V. D. à Moscou; l'ambassade, ceux de l'ambassadeur et de son personnel au Commissariat des Affaires étrangères. La section politique, sous la direction de Goussarov, communiquait directement avec le comité central du parti communiste de l'Union soviétique. La section commerciale, dirigée par le conseiller commercial Krotov, transmettait ses messages au Commissariat du commerce étranger; et la section militaire, dirigée par le colonel Zabotin, attaché militaire à Ottawa, communiquait avec le directeur du service de renseignements militaires à Moscou.

Tous ces commis du chiffre travaillaient séparément et chacun d'eux utilisait un code différent, inconnu des autres.

Cette extrême discrétion qui entourait les services d'espionnage de la mission, à l'ambassade, les Russes l'exerçaient aussi avec grande prudence dans leurs relations avec leurs agents et les agents la pratiquaient eux-mêmes dans leurs rapports mutuels. Les ordres écrits donnés aux agents par le colonel Zabotin et ses associés portaient toujours la mention: « *Brûler après lecture.* » Le fait que les agents se réunissaient le soir aux coins des rues et dans des automobiles, ainsi que l'emploi de « noms fictifs » et « d'intermédiaires » indiquent avec quelle discrétion on agissait.

Les chefs russes du système d'espionnage employaient des « noms fictifs » non seulement pour eux-mêmes, pour leurs adjoints russes et pour leurs agents, mais aussi pour les endroits, les organismes et les choses. Ainsi, on désignait parfois le Canada sous le nom de *Lesovia*; *metro* signifiait l'ambassade soviétique; la N. K. V. D. ou police politique secrète de Russie s'appelait *Le voisin*; *chaussures* voulaient dire passeports; *La société* signifiait le parti communiste du Canada ou des autres pays en dehors de l'U. R. S. S. et l'expression *sociétaires* désignait les membres de la société; un *dubok* voulait dire une cachette; *toit* désignait une « façade » légale voilant des affaires illicites; l'organisme d'espionnage militaire portait le nom de *Gisel*.

Le nom fictif du colonel Zabotin était *Grant*. Les noms fictifs des membres les plus importants de son personnel d'espionnage, de même que leurs noms véritables, sont énumérés à la page 17. Les noms fictifs et véritables des autres agents de Zabotin, qui ont été identifiés, sont énumérés à la page 87. A l'appendice J,

on trouve une clef alphabétique des noms fictifs mentionnés dans le présent rapport.

Les fonds dont le colonel Zabotin avait besoin pour financer ses opérations lui parvenaient de Moscou. Le télégramme suivant, qu'il adressa à Moscou, indique clairement quel soin on mettait à voiler la transmission de l'argent:

AU DIRECTEUR:

Bien que vous nous envoyiez par l'entremise du métro les sommes destinées aux opérations, il nous faut néanmoins les obtenir par l'intermédiaire des banques. Cela va à l'encontre du secret. Pourriez-vous nous envoyer des dollars canadiens par la poste? Cela assurerait le secret absolu sur les sommes destinées aux opérations. Actuellement, les sommes que vous nous faites parvenir ne sont pas susceptibles d'attirer l'attention parce que nous faisons des réparations, nous achetons une voiture automobile, parce que certaines personnes arrivent, etc. A l'avenir, on remarquera la chose.

GRANT.

11. 9. 45.

En d'autres termes, on jugeait que les sommes dépensées aux fins du colonel Zabotin n'attireraient pas l'attention tant que l'on ferait de lourds déboursés légitimes, mais qu'elles se feraient remarquer par leur importance, une fois terminés les lourds déboursés en question.

Dans diverses instructions écrites et destinées aux agents, nous trouvons ce qui suit:

... Je vous prie d'informer chaque homme séparément de la nature conspiratrice de notre travail...

... Tous les écrits et documents devant être transmis par Bagley, Bacon et Badeau doivent être signés de leurs surnoms, tel qu'il est mentionné antérieurement...

... Aucune réunion avec Bacon, Badeau, Bagley ne doit avoir lieu à l'intérieur d'un local mais dans la rue. En outre, les réunions doivent se tenir séparément avec chacun et une fois par mois...

... Les documents transmis par eux doivent être reçus le jour même où vous devez me rencontrer le soir. Vous ne devez pas garder ces documents en votre possession même une seule nuit...

... Leurs femmes ne doivent pas savoir que vous rencontrez leurs maris et travaillez avec eux...

... Avertissez-les d'être prudents...

Gouzenko nous a aussi révélé qu'au domicile du colonel Zabotin, 14, Range Road, Ottawa, on avait installé tous les appareils photographiques voulus pour photographier les documents en provenance de Moscou.

Lorsque Gouzenko vint au Canada au mois de juin 1943, il arriva en compagnie du colonel Zabotin, qui détenait le titre officiel d'« attaché militaire ». Avec eux se trouvait le major

Romanov, secrétaire de Zabolin. Zabolin n'est pas venu ici pour inaugurer un réseau d'espionnage, mais pour continuer et amplifier le travail de ses prédécesseurs.

Dès 1924, il existait au Canada un organisme dirigé en Russie et dans lequel travaillaient des partisans communistes au Canada. Deux des membres les plus actifs de cet organisme étaient Fred Rose, né Rosenberg, à Lublin, Pologne, et Sam Carr, né Kogen ou Cohen, à Tomachpol, Ukraine russe. Sam Carr, qui parlait parfaitement le russe, fit un séjour en Russie et y suivit les cours de « l'Institut Lénine » où les sujets au programme comprenaient des matières politiques ainsi que des matières pratiques comme l'organisation des mouvements politiques, la fomentation, l'extension ou la prolongation de grèves pour des fins secrètes, les méthodes de sabotage, l'espionnage et le combat de rue. Les étudiants y recevaient une excellente formation d'« agents-conspirateurs ».

DÉBUTS DU RÉSEAU MILITAIRE DE RENSEIGNEMENTS

(*Sokolov, Koudriavtzev, Zabolin*)

A son arrivée à Ottawa en 1942, le major Sokolov entreprit la réforme de l'organisation antérieure, sous la direction de « Molier » qu'on a identifié comme étant un certain Mikhailov, fonctionnaire au consulat soviétique de New-York et qui était venu au Canada dans ce but. Le major Sokolov, dont le nom fictif était *Davie*, était arrivé au Canada avant l'ouverture de la mission diplomatique soviétique officielle, ostensiblement en qualité d'inspecteur soviétique pour travailler dans les usines canadiennes fonctionnant pour le compte du programme d'aide mutuelle Canada-U. R. S. S.

Il ressort des témoignages entendus que le premier chef du réseau d'espionnage soviétique au Canada après l'arrivée du ministre de Russie fut Sergei N. Koudriavtzev, dont le titre officiel était celui de premier secrétaire de la légation (plus tard ambassade). Entre l'arrivée de celui-ci et celle de Zabolin, l'attaché militaire, Sokolov, lui faisait rapport et recevait de lui ses instructions. En juin 1943, Koudriavtzev passa Sokolov et le système d'espionnage à Zabolin.

Les renseignements essentiels sur le groupe de Sokolov sont contenus dans des notes faites par le colonel Zabolin lui-même quand il hérita du service de Sokolov en juin 1943; les renseignements obtenus par Zabolin de Sokolov étaient notés par le premier de sa propre main dans son carnet, et il est visible que de temps à autre d'autres renseignements y étaient ajoutés. Les pages où il est question du service de Sokolov furent enlevées du carnet par Zabolin lui-même qui les donna à Gouzenko pour que celui-ci les fit brûler dans l'incinérateur.

LE PARTI COMMUNISTE

Il devint manifeste, dès le début de cette enquête, et ce fait a été confirmé de façon absolument certaine par tous les témoignages recueillis, que le mouvement communiste constituait la grande base sur laquelle le réseau d'espionnage fut constitué, et que, non seulement il lui fournissait un personnel aux mobiles convenablement « façonnés », mais encore un cadre qui allait effectivement permettre un recrutement efficace et sûr.

Dans tous les cas sauf un, il a été prouvé que les agents d'espionnage canadiens de Zabotin étaient des membres du parti communiste ou des sympathisants. L'exception était Emma Woikin, qui, à en croire les témoignages, n'entrait pas dans cette catégorie. Son mobile était la sympathie qu'elle avait pour le régime soviétique, fondé, comme elle disait, « sur ce que j'ai lu ».

A cause de la constatation de ce fait il nous fut nécessaire de déterminer la situation de toutes les personnes dont la conduite faisait l'objet d'une enquête, quant à l'idéologie communiste et dans leurs rapports avec les communistes.

Zabotin constata qu'il existait déjà à Ottawa, Montréal et Toronto, de nombreux groupes d'étude qui étudiaient la philosophie communiste et ses méthodes et où on lisait et discutait les ouvrages de Marx, d'Engels, de Lénine et d'autres auteurs plus récents. Pour les profanes, ces réunions revêtaient divers aspects: réunions mondaines, soirées musicales ou débats sur la politique internationale et l'économie politique. Certains de ces groupes percevaient des cotisations et l'argent donné servait à diverses fins comme l'aide aux chefs du parti communiste et à l'achat de documentation communiste.

Ces groupes d'étude étaient en fait des « cellules » qui servaient de centres de recrutement des agents et de moyen de former l'état d'esprit nécessaire, première condition exigée pour pouvoir éventuellement servir l'Union soviétique de façon plus pratique.

Occasionnellement, ces groupes recevaient la visite de dirigeants du parti qui se tenaient en contact étroit avec eux et faisaient évidemment rapport au colonel Zabotin sur la compétence des « candidats » à devenir des agents parfaitement qualifiés.

Quand on constatait que les « candidats » remplissaient toutes les conditions requises, ils étaient enrôlés définitivement comme « agents » et on leur assignait certaines tâches.

La méthode suivie, comme le révèlent les documents, était la suivante: un membre de rang supérieur du parti communiste canadien, comme, par exemple, Sam Carr, organisateur du parti

pour tout le Canada, ou Fred Rose, organisateur pour la province de Québec, proposait certains communistes à l'un des collègues russes de Zabotin comme agents d'espionnage éventuels. Le colonel Zabotin se procurait des détails au sujet du « candidat », y compris ses « possibilités », ce qui veut dire l'emploi qu'il occupe et les renseignements auxquels il a accès, et il faisait parvenir tous ces détails à Moscou. Moscou télégraphiait alors à Zabotin pour lui accorder ou lui refuser la permission de se servir du « candidat » en question. La preuve démontre que Moscou faisait d'abord sa propre enquête par l'entremise, comme le dit Gouzenko, d'un de ses réseaux parallèles d'information.

Parfois, Moscou prenait l'initiative de suggérer à Zabotin les noms de certains communistes au Canada qui devaient être approchés et embauchés pour faire de l'espionnage. La preuve démontre que Moscou a agi de la sorte en consultant les listes de communistes non russes dont les noms et les dossiers étaient conservés dans les archives à Moscou peut-être même à leur insu.

La preuve démontre que les agents recruteurs d'espions avaient recours, pendant leur travail, à des rapports, y compris des rapports psychologiques, sur des communistes canadiens, dont la rédaction faisait partie de l'organisation de la « cellule » secrète de ce parti. Apparemment, ces rapports sur chaque communiste en particulier étaient rédigés par d'autres communistes qui avaient fait leur connaissance grâce à leur participation conjointe comme membres d'un groupe d'étude. On peut en déduire que ces rapports psychologiques passaient ensuite par la filière des diverses cellules pour parvenir finalement aux communistes de rang supérieur qui s'en serviraient pour des fins jugées nécessaires. De toute évidence, ces rapports facilitent le choix de communistes canadiens invités à se livrer à l'espionnage et aident les Russes à déterminer le mode d'approche. On tentait d'abord de s'assurer de l'état d'esprit de la recrue sur laquelle le parti communiste avait les yeux, avant que celle-ci ne puisse se rendre compte des intentions sinistres qu'il avait et cela faisait normalement partie de ses agissements et de son organisation. Cela faisait aussi partie de la technique du parti communiste dans le recrutement de ses membres.

MOBILE D'ACTION

Les témoignages que nous avons recueillis prouvent que, dans la grande majorité des cas, le mobile qui animait ces personnes était la conséquence directe de cours de formation psychologique donnés sous prétexte qu'ils faisaient partie des initiatives d'une division secrète de ce qui est ostensiblement un mouvement politique canadien, à savoir le parti ouvrier-progressiste (parti

communiste canadien); que ces cours secrets de « formation » ont une bien plus grande envergure que le réseau d'espionnage lui-même; enfin, que les membres canadiens eux-mêmes du réseau d'espionnage ont vu de façon active à la direction de ces cours et à leur extension à d'autres Canadiens dans l'idée de choisir parmi eux des personnes convenablement « formées » pour prendre une part active au mouvement et pour en accroître les ramifications.

Il a été établi, par exemple, que Sam Carr et Fred Rose, député, tous deux formés à l'école de Moscou, désignaient non seulement les Canadiens qu'il fallait recruter pour faire partie du réseau d'espionnage, mais prenaient une part active avec d'autres pour encourager les cours ou groupes d'étude où l'on développait graduellement le mobile propre à l'espionnage, élargissant ainsi les cadres en vue d'un recrutement plus intensif et, dans certains cas, s'occupaient eux-mêmes de recruter des membres pour le réseau d'espionnage proprement dit.

L'enquête a révélé les noms d'un certain nombre de Canadiens, employés dans divers services ou ministères du gouvernement, qui, tout en ignorant vraisemblablement l'existence du réseau d'espionnage et tout en étant innocents de toute implication dans de tels actes illicites, étaient soumis aux mêmes méthodes de « formation » en vue d'être utilisés plus tard.

Pour ces motifs, nous examinons avec soin la question du mobile et les méthodes soigneusement prises pour susciter une conception morale et mentale appropriée dans l'esprit des futurs adeptes canadiens avant de les mettre au courant de la façon dont on entend se servir d'eux.

Dans presque tous les cas, comme il a été dit précédemment, les agents provenaient des « cellules » ou des groupes d'étude composés de membres secrets ou d'adhérents du parti communiste (le parti ouvrier-progressiste).

Le parti communiste semble avoir pour ligne de conduite générale de ne pas encourager certains sympathisants choisis au sein de certaines classes de la société à adhérer ouvertement à ce parti politique. Ces sympathisants sont plutôt invités à se joindre à des « cellules » ou groupes d'étude secrets et à bien prendre soin de cacher leur adhésion au parti à celles de leurs connaissances qui ne sont pas également membres du parti communiste. Les classes de la société où se recrutent les membres secrets englobent les étudiants, les hommes de science, les instituteurs, les employés de bureaux ou d'entreprises, les personnes qui se livrent à quelque travail de nature administrative et tout groupe d'hommes censés obtenir quelque emploi dans les services de l'État.

La raison soumise dans leur témoignage par quelques agents pour expliquer cette pratique curieuse de cacher leurs affiliations politiques est que, de cette façon, ils évitaient toute distinction défavorable quand il s'agissait de solliciter un emploi. De tels cas sont assez nombreux pour nous permettre de conclure qu'une telle pratique faisait partie de la technique du parti dont les buts et résultats réels semblent fort différents.

Nous en concluons qu'un des buts visés est qu'une telle technique favorise la réalisation du principal dessein du parti communiste qui consiste à obtenir la haute main, grâce à l'élection de membres secrets aux comités de direction, sur le plus grand nombre possible d'organismes agissants comme les syndicats ouvriers, les associations professionnelles et les grandes sociétés sans attaches politiques, comme les mouvements de jeunes et les unions des libertés civiles. Dans le même ordre d'idées, les membres ou adhérents secrets du parti communiste peuvent être utilisés à l'organisation de sociétés nouvelles ostensiblement indépendantes de toutes attaches politiques et aux vastes ramifications, après quoi ils verront à occuper, eux et leurs adhérents, des postes de commande au sein des comités de régie de ces sociétés. Par ces moyens, leur affiliation secrète vise à faciliter le recours à des méthodes de propagande nettement malhonnêtes mais néanmoins efficaces, et cela dans l'intérêt d'une Puissance étrangère...

Il semble que l'importance attachée à cette atmosphère et à ces procédés de conspiration, même dans les discussions politiques, la correspondance et les réunions qui, en elles-mêmes, sont parfaitement licites et qui constituent un droit cher au cœur de tous dans une société démocratique, il semble, disons-nous, que cela ait pour résultat inévitable la désintégration graduelle des principes moraux reconnus, comme la franchise, l'honnêteté, l'intégrité et le respect des serments.

Nous croyons que cette technique a joué un rôle bien déterminé en créant chez des personnes comme Mlle Willsher, Maze-rall, Lunan et d'autres, un état d'esprit tel qu'elles croyaient pouvoir s'affranchir des obligations morales qu'elles avaient contractées par suite de leurs fonctions publiques.

Les témoignages qui nous ont été soumis indiquent aussi, dans leur ensemble, que cette technique semble conçue en vue de modifier graduellement et inconsciemment l'attitude des adhérents clandestins envers le Canada. Il semble que souvent certains agents ont noué des relations avec les communistes par suite d'un désir ardent de réformer et d'améliorer la société canadienne suivant leurs idées. Mais l'un des effets de l'accoutumance prolongée aux méthodes de conspiration et aux conditions de discrétion auxquelles ces personnes sont soumises

dans leur travail, c'est de les isoler de la grande masse de la population canadienne.

Vu que les cours d'étude donnés dans les « cellules » minent graduellement la loyauté du jeune homme ou de la jeune femme qui y adhère, il importe de dire un mot de la nature de ces cours, à la lumière des témoignages.

Le programme des cours comporte l'étude d'ouvrages politiques et philosophiques, dont certains sont loin d'être superficiels et qui sont choisis en vue de former, chez les étudiants, une attitude éminemment critique envers la société démocratique occidentale. Cette phase de la préparation comprend aussi une série de discussions portant sur l'actualité et destinées à favoriser une attitude critique envers les idéals de la société démocratique.

Toutefois, ces cours semblent conçus non pas en vue d'encourager les réformes sociales qui pourraient s'imposer, mais, en réalité, dans l'intention d'affaiblir la loyauté du membre du groupe à l'égard du régime social sous lequel il vit.

En outre, ces études, à toutes leurs étapes, s'accompagnent d'un endoctrinement systématique, qui dispose l'esprit du membre du groupe d'étude à accepter, sans aucun discernement et à sa valeur apparente, la propagande d'un État étranger.

En conséquence, on encourage les groupes d'étude à s'abonner aux livres et aux périodiques communistes. Au nombre des publications qui, d'après ce qu'on a mentionné, étaient couramment étudiées et discutées au sein de ces groupes, se trouvent *Canadian Tribune* et *Clarion*, de Toronto, *New Masses* (périodique publié aux États-Unis), *National Affairs*, de Toronto, et *Club Life*, ainsi que des livres choisis sur la Russie.

Dans certains cas, ces cours d'étude semblent avoir eu pour effet de faire naître graduellement chez l'élève un sentiment qui le portait à partager sa loyauté et, dans les cas extrêmes, à changer son allégeance.

Il arrive ainsi que par l'intermédiaire de ces groupes d'étude, certains adhérents, qui commencent par penser que la société canadienne n'est pas assez démocratique ou pas suffisamment égalitaire pour convenir à leurs goûts, en viennent graduellement à transférer une partie ou la plus grande partie de leur allégeance à un autre pays, sans se demander, apparemment, si, de fait, cet autre pays est plus ou moins démocratique, plus ou moins égalitaire que le Canada.

A la vérité, un sens d'internationalisme semble, dans bien des cas, jouer un rôle déterminé à une certaine étape des cours. Dans les cas en question, on incite le partisan canadien à former en lui un sens de loyauté non pas directement envers un État étranger, mais envers ce qu'il conçoit être un idéal inter-

national. Grâce aux cours d'endoctrinement et aux effets de la propagande intense d'un certain État étranger, cet internationalisme subjectif est d'ordinaire rattaché presque inextricablement à la conception courante de l'intérêt national dudit pays étranger et aux doctrines et lignes de conduite habituelles des partis communistes du monde entier...

Un autre objectif, poursuivi au moyen du groupe d'étude, est d'inculquer graduellement aux membres clandestins du parti communiste l'habitude d'obéir aveuglément aux dictées des membres de rang supérieur et aux fonctionnaires de la hiérarchie du parti. Apparemment, on arrive à ce but en insistant constamment, dans les cours d'endoctrinement, sur l'importance de l'organisation comme telle et en créant graduellement, dans l'esprit du nouvel adhérent ou du nouveau sympathisant, un sens moral transcendant « de loyauté envers le parti ». En temps opportun, cette « loyauté envers le parti » remplace, dans l'esprit du membre, la fidélité antérieure à certains principes enseignés par la propagande du parti.

A cause de l'organisation sévèrement hiérarchisée du parti communiste, notamment dans ses sections secrètes, le concept de « loyauté envers le parti » équivaut dans la pratique à l'obéissance absolue des adhérents aux ordres des membres du parti qui sont reconnus comme occupant un degré supérieur dans la hiérarchie, et particulièrement à ceux d'individus tels que Carr, l'organisateur national, et Rose, l'organisateur pour la province de Québec.

Les cours d'endoctrinement suivis aux cercles d'étude sont vraisemblablement destinés, non seulement à inculquer un sens aigu de « loyauté envers le parti » et d'« obéissance au parti », mais à persuader l'adhérent que la loyauté et l'obéissance aux chefs de cet organisme doivent passer avant sa loyauté envers le Canada, et l'autorisent à ne pas tenir compte de ses serments d'allégeance et de secret, et détruisent ainsi son intégrité de citoyen.

PROPAGANDE SOCIALE

Dans la vaste majorité des cas, la propagande menée par le parti communiste, relativement à certaines mesures de « réforme sociale » au Canada, semble avoir été un élément important d'attraction à l'origine. Cette méthode de faire de la propagande en faveur de diverses mesures intérieures, susceptibles de capter la sympathie d'une forte partie de la population canadienne, a manifestement servi un double objectif des chefs de la cinquième colonne.

En premier lieu, en associant, dans l'esprit du plus grand nombre de gens possible, cette propagande intérieure à la pro-

pagande extérieure d'une puissance en particulier, cette méthode a pour résultat de « favoriser », par induction, la propagande de cette puissance étrangère. C'est une technique irrationnelle, très efficace et d'usage courant, de la publicité moderne. L'emploi d'un joli minois pour annoncer des cigarettes en est un exemple frappant.

En second lieu, cette propagande intérieure a incontestablement joué un rôle important dans le recrutement de Canadiens pour les cours de « formation », destinés en fin de compte à faire servir ces Canadiens aux fins plus illégales et sinistres d'une cinquième colonne.

Grâce à ces moyens; nombre de jeunes Canadiens, fonctionnaires publics et autres, qui au début sont animés du désir de favoriser des causes qui leur sont chères, sont induits à participer aux groupes d'étude du parti communiste. On les persuade de tenir leur adhésion secrète. Ils sont entraînés, étape par étape, à suivre les cours ingénieux de formation psychologique que nous avons décrits, jusqu'à ce que, sous l'influence de chefs rusés et peu scrupuleux, ils soient amenés à entreprendre des activités illégales, au préjudice de la sécurité et des intérêts de leur propre pays.

Au fond, ce qui est arrivé, c'est la transplantation, dans un pays démocratique auquel elle est particulièrement inappropriée, d'une technique de conspiration contre la tyrannie élaborée primitivement dans des pays moins fortunés.

Les unions ouvrières canadiennes

Parmi les filiales de l'Internationale communiste dont le siège est à Moscou, nous comptons le Parti communiste du Canada qui fut fondé le 17 février 1922, lors d'une première convention nationale. Ce parti communiste du Canada qui, en 1931, prit le nom de *Canadian Defence League* et en 1945 celui de *Parti ouvrier-progressiste*, représente, dans notre Dominion, la Troisième Internationale communiste fondée à Moscou le 16 mars 1919. Cette dernière fondait à son tour, au mois de juillet 1921, l'Internationale des Syndicats ouvriers. Comme le fait remarquer le XIX^e rapport du ministère du Travail à Ottawa, l'Internationale communiste veut faire pénétrer ses doctrines dans les syndicats ouvriers. Elle organise la classe ouvrière pour renverser le capital et pour s'emparer de tous les moyens de production. En Amérique, le représentant officiel de l'Internationale rouge des syndicats ouvriers fut la *Trade Union Unity League*.

Le Parti communiste canadien est réellement la section canadienne de l'Internationale de Moscou et jusqu'en 1929 il s'essaya de l'infiltrer dans les organisations ouvrières, de soulever les travailleurs, de les constituer en groupes révolutionnaires. Le succès ne répondit pas à l'attente des chefs. Ces derniers pensèrent alors à l'élaboration d'une section communiste ouvrière toute spéciale, la *Workers' Unity League*, dont le but fut d'intensifier le travail de propagande et d'unification ouvrière.

Le journal bolchéviste *The Worker* du 29 novembre 1930, publiant un rapport de la délégation canadienne, au cinquième congrès de la R. I. L. U. (*Red International Labor Union*), nous indique le véritable but de la ligue:

De retour au Canada, notre tâche sera de réaliser les décisions du cinquième congrès de la R. I. L. U., par l'établissement systématique de la *Workers' Unity League* et par ce moyen de mobiliser tous les ouvriers du Canada pour la lutte politique et économique contre le capitalisme. C'est là le sens des décisions données par le cinquième congrès à toutes les sections: *unir tous les ouvriers* dans un programme de demandes partielles en opposition à la nationalisation capitaliste et l'établissement d'un gouvernement soviét d'ouvriers pauvres du Canada. *Voilà notre engagement envers les ouvriers de l'Union soviétique*, c'est-à-dire la transformation de la *Workers' Unity League* en organisation générale qui prenne la tête du mouvement ouvrier canadien contre le capitalisme et ses syndicats, *et la défense de la patrie des ouvriers* (la Russie soviétique) contre toute guerre capitaliste.

Afin de bien préciser le sens de la *Workers Unity League*, Tim Buck, dans son rapport présenté au retour de Moscou en 1939, affirmait:

Une fois que nous sommes assurés d'une grève politique, il n'y a qu'un pas à la grève générale et celle-ci, durant une crise politique, ouvre la porte à la révolution. Le programme politique de notre Parti consiste à se servir de cette tendance à radicaliser *en faisant requêtes sur requêtes, et en causant des mouvements d'impatience dans les différentes industries.* Il est nécessaire de susciter des demandes d'avance plutôt que d'attendre des manifestations sporadiques. La valeur politique de ces grèves sera infime à moins que nous ne les préparions dans certaines industries. *Les nombreux petits ruisseaux d'activité radicale qui s'éparpillaient dans leur opposition seront canalisés pour former l'immense courant révolutionnaire.*

Le rapport de Tim Buck sous-entend les directives contenues dans les Statuts et Constitutions du Parti communiste canadien:

Le but de l'Internationale communiste est de renverser le gouvernement par la révolte armée. La révolution devient un fait quand une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté au moyen de baïonnettes, de fusils et de carabines. Le premier pas dans la lutte, c'est le recours, sous la direction du Parti communiste, au rassemblement des foules devenant de plus en plus aigu et conduisant au renversement du gouvernement. Le Parti communiste devrait sans cesse s'efforcer d'accoutumer les masses au mouvement de groupe, de leur procurer de nouveaux moyens propres à livrer une bataille ouverte, d'accentuer la guerre des classes et les préparer par l'union et l'action à assurer la dictature.

La *Workers' Unity League* s'est bien gardée de rester dans la théorie. Son action s'est manifestée dans un bon nombre de grèves, et au congrès de septembre 1933, à Toronto, on pouvait affirmer que des 180 grèves survenues dans les douze mois précédents, 150 avaient été organisées par la *Workers' Unity League*. Mais voici que quelques événements, et en particulier la marche de la faim sur Ottawa, révélèrent au public les tendances communistes. Tous se rappellent cette histoire. Durant les mois de mai, juin et juillet 1935, des marcheurs de la faim ont déferlé de Vancouver sur Regina *on to Ottawa*. Arrêtée dans la ville de Regina, la marche fut continuée par d'autres groupes de Toronto, d'Hamilton et quatre cents chômeurs envahirent la capitale fédérale vers le milieu du mois d'août. Après quelques jours, tous rebroussèrent chemin. Il fut prouvé par la suite que ces marches étaient organisées par cinq chefs communistes et que chacun d'eux recevait \$40 par jour. A ce propos, le 24 juin 1935, l'honorable Bennett disait à la Chambre des Communes:

Le mouvement des marcheurs sur Ottawa au mépris de la loi est véritablement un effort organisé de la part des différentes sections communistes du Canada, afin de renverser l'autorité fédérale et de défier les lois du pays. C'est un état d'âme à une propagande poursuivie au Canada et ailleurs par de puissantes organisations.

Le Parti communiste se rendit compte que la *Workers' Unity League* perdait de sa popularité, et que, d'autre part,

l'union internationale, la *Fédération américaine du Travail*, s'imposait de plus en plus dans le monde ouvrier... La *Workers' Unity League* fut alors liquidée et ses membres furent priés de s'inscrire dans les rangs de la *Fédération Américaine du Travail* et d'y continuer le noyautage révolutionnaire. Mais bientôt, en 1935, une autre union internationale le C. I. O. (*Commitee of Industrial Organisation*) offrit aux ouvriers de les protéger dans un vaste mouvement d'unification industrielle, une seule union pour tous les ouvriers d'une même industrie: l'union des mineurs; l'union des électriciens, etc. Le parti communiste y vit une belle occasion de s'infiltrer profondément dans les rangs des ouvriers et demanda à ses membres de passer de la *Fédération américaine* au Comité de l'*Organisation Industrielle*. Depuis lors, ils font un travail de géant au sein de cette union. Nous lisons, par exemple, dans le *Globe and Mail* de Toronto du 3 août 1943 la liste des différentes unions ouvrières du C. I. O. qui se sont déclarées ouvertement en faveur de l'élection à la législature de Toronto de J. B. Salsberg, communiste: *The United Electrical Radio and Machine Workers' Union*; *The United Packing House Workers' Union*; *The International Fur and Leather Workers' Union*; *The United Gas, Coke and Chemical Workers' Union*.

Au mois de juillet 1943, à Vancouver, à la suite d'un grand ralliement, Tim Buck réunit un comité aux fins de réorganiser le parti communiste. Parmi les membres du Comité nous trouvons ici encore des représentants de plusieurs unions du C. I. O.: William Stewart, du syndicat *Boilermakers' and Iron Shipbuilders' Union*; E. E. Leory et Cory Campbell, du *Vancouver Labour Council*; Harvey Murphy, de l'*Union of Mine, and Smelters Workers'*; Darshing Singh, de l'*International Wood-workers of America*.

Encore une fois, nous ne voulons pas dire que tous les ouvriers syndiqués dans le C. I. O. sont des communistes. Loin de là, car nous croyons que le très grand nombre sont des travailleurs dignes, honnêtes et qui désirent réellement le progrès de leur pays. Mais ce que nous affirmons, c'est qu'un petit nombre de chefs communistes se sont imposés par leur hardiesse et ont atteint les postes de première importance. Ce sont eux qui actuellement tiennent entre leurs mains les destinées de plusieurs unions ouvrières.

Le chef du Parti communiste canadien, Tim Buck, a demandé à ses partisans de noyauter même les syndicats catholiques. Voici, à ce sujet, la recommandation faite par Tim Buck dans le rapport présenté devant le Comité central du parti communiste du Canada, lors de sa douzième session:

Quant à notre travail dans les Syndicats catholiques, nous devons réaliser avec plus de vigueur les directives élaborées lors de

nos dixième et onzième congrès. Ces directives n'ont pas, jusqu'ici, eu de suite. Nos camarades de Québec sauront sans doute nous donner les raisons de leur inaction, mais ils doivent se rappeler que le travail au milieu des syndicats catholiques est très important, car ces syndicats constituent actuellement une force de première valeur, et qu'ils grandiront de plus en plus, grâce à la division qui règne entre les Unions de la F. A. T. et du C. I. O. Si nous arrivons à prendre la tête des travailleurs catholiques et unifier tout le monde du travail, notre position sera beaucoup plus puissante.

Il est grand temps pour tous les travailleurs sincères de réagir contre l'entreprise de l'Internationale rouge, car un jour, et peut-être dans un avenir rapproché, ils se verront soumis à une dictature de fer, réplique de celle qui pèse sur leurs frères de l'Union soviétique.

Dans un discours qu'il prononçait au Massey Hall de Toronto, le 11 mars 1946, le professeur Kirkconnell, de l'Université McMaster, disait, au sujet de la situation des ouvriers en Russie:

Quand les Soviets prétendent avoir résolu le problème du chômage, ils oublient de dire qu'ils tiennent 18,000,000 de travailleurs dans des camps de travail forcé (*slave labor*) et qu'ils ne paient à la plupart des autres que des salaires de famine. Quand ils nous affirment qu'ils ont procuré aux travailleurs des maisons de repos, l'hôpital gratuit, les bénéfices en maladie et les congés payés, il faut savoir que ces bienfaits sont réservés aux membres du parti communiste (une petite minorité) et à quelques travailleurs acharnés — en dépit du fait que tous les ouvriers contribuent au coût de ces entreprises. Quand les communistes prêchent l'égalité économique « de chacun suivant sa capacité, à chacun suivant ses besoins », comprenons bien qu'il existe chez les soviets des « par-touzes » de millionnaires que se paient les chefs et les hauts gradés militaires, sur la tête de la foule des affamés, dans un régime où le petit lieutenant de l'armée reçoit un salaire cent fois plus élevé que celui du simple soldat. Quand Staline déclare avec arrogance qu'il a été seul à gagner la guerre, sachez qu'il cache délibérément au peuple le fait qu'il a reçu de l'Angleterre, du Canada et des États-Unis pour six milliards de dollars en matériel de guerre de toute sorte, sans compter qu'il ne fait aucun cas des six années de combat intense livré par ses alliés sur les sept mers du globe et sur une douzaine de fronts. Quand les Soviets se vantent d'avoir « libéré » une douzaine de pays amis, il faut savoir que leurs hordes ont assassiné ou réduit en esclavage des populations entières, qu'elles ont apporté en Russie tout ce qui leur tombait sous la main, depuis les jupons et les montres, jusqu'aux produits des moissons et aux machines des usines.

Cette déclaration a été confirmée par le journaliste Edwin-L. James, dans le *New York Time* du 8 septembre dernier. Il importe grandement à tous les travailleurs d'y réfléchir.

Gustave SAUVÉ, O. M. I.

(*L'Action catholique*, 18 septembre 1946.)

La lutte contre le communisme

Le Parti communiste, considéré comme mouvement subversif, a été mis hors la loi au Canada durant la dernière guerre. Il existe actuellement sous le nom de Parti ouvrier progressiste. Un député fédéral, M. Wilfrid Lacroix, a présenté récemment, après la publication du rapport sur l'espionnage russe, un projet de loi pour le faire interdire.

Au cours d'un débat tenu à l'Assemblée législative de Québec, le 24 avril dernier, sur une motion de M. André Laurendeau, priant le parlement fédéral de voter cette interdiction, le premier ministre, M. Duplessis, révéla qu'on avait saisi récemment à Montréal un plan, élaboré à Toronto, pour s'emparer des postes de commande dans la métropole.

La motion de M. Laurendeau fut adoptée à l'unanimité. La plupart des orateurs, cependant, à commencer par le proposeur de la motion, firent remarquer que si l'interdiction demandée s'imposait, elle ne suffisait pas. Il fallait, en outre, des réformes sociales qui s'attaqueraient à la racine même du mal, qui feraient disparaître ces causes d'aigreur et de révolte, vraies semences de communisme, que sont les bas salaires, les conditions inhumaines de travail, les logements insalubres, etc.

Commentant le débat, le rédacteur en chef de *l'Action catholique*, M. Louis-Philippe Roy, qui avait publié divers articles en faveur de l'interdiction et d'une meilleure législation sociale, écrivait: « Ces réformes des institutions et des lois seront vaines, elles seront même impossibles, si on ne change les mœurs, si on ne les restaure chrétiennement. Satisfaire les exigences des masses, c'est très bien; à condition que les appétits individuels ne soient pas excessifs.

« Voilà pourquoi, tout en réprimant la propagande communiste, tout en adoptant des lois sociales équitables, les pouvoirs publics doivent lutter contre tout ce qui est de nature à amoindrir nos mœurs: spectacles déshonnêtes, littératures obscènes, etc. Ils doivent aussi favoriser toutes les croisades entreprises pour la sauvegarde ou la restauration des mœurs, accorder leur appui aux forces du bien. C'est ce plan d'ensemble qu'il faut préconiser et exécuter si l'on veut conjurer à temps le danger communiste. »

De son côté, le président général de la Confédération des Travailleurs catholiques du Canada (C. T. C. C.), M. Gérard Picard, a déclaré: « Le communisme n'aura que peu d'emprise sur notre population si les catholiques sociaux veulent bien comprendre leurs responsabilités, si nous avons des syndicats puissants, des employeurs imbus de sens social, des gouverne-

ments décidés à promouvoir une législation progressive et conforme au bien commun. »

Un vœu adopté par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, à son congrès de mars 1947, nous paraît bien résumer l'action qui s'impose. En voici le texte:

Attendu que le communisme est, suivant l'expression même de Pie XI, intrinsèquement pervers;

Attendu que ce mouvement, après avoir exercé ses ravages en Europe, s'attaque maintenant à notre pays et ne recule, comme l'a prouvé l'enquête sur l'espionnage russe, devant aucune manoeuvre subversive;

Attendu que, pour pouvoir arriver plus sûrement à ses fins, ce mouvement a pris la forme d'un parti politique sous le nom de Parti ouvrier progressiste;

La Société Saint-Jean-Baptiste, réunie en congrès, émet le vœu suivant :

1° Que chaque membre de la Société lise l'encyclique *Divini Redemptoris*, dont ce mois marque le dixième anniversaire, et s'efforce d'appliquer les remèdes préconisés par Pie XI contre la plaie du communisme, en particulier un renouveau de vie chrétienne, la pratique des vertus de justice et de charité, la diffusion de la doctrine sociale de l'Eglise;

2° Que l'Etat interdise l'existence de tout groupe communiste, de quelque nom qu'il se couvre, et toute propagande en faveur des idées communistes;

3° Que les autorités municipales, provinciales et fédérales encouragent toutes les saines initiatives destinées à améliorer le sort de la classe ouvrière et qu'elles adoptent elles-mêmes les mesures nécessaires pour enrayer les abus du capitalisme et procurer à chacun des conditions de vie conformes à sa dignité d'être humain.

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Suite)

- 183-184. *La Paroisse au Canada français.*
R. P. Adélar Dugré, S. J.
185. *L'Eglise, nos maux sociaux et l'ouvrier catholique.*
Abbé J.-Ad. Sabourin et R. P. Schelpe, S. J.
186. *L'Industrie chimique et le Canada.*
R. P. Pierre Fontanel, S. J.
187. *Le Travail des jeunes filles.*
Mme W. Raymond
188. *Les Communautés religieuses et la Cité.*
Juge C.-E. Dorion
189. *Les Œuvres dans la Cité.*
R. P. Bonhomme, O. M. I.
190. *Le Syndicalisme catholique canadien.* E. S. P.
191. *La Semaine sociale de Chicoutimi.*
Wilfrid Guérin
192. *L'Eglise et la question syndicale.*
PP. Arendt et Muller, S. J.
193. *Nos Orphelins.* Sœur Allaire, etc.
- 194-195. *Encyclique sur l'éducation de la jeunesse.*
S. S. Pie XI
196. *L'Enseignement religieux.* S. G. Mgr Ross
197. *La Semaine du dimanche.* XXX
199. *La Préférence aux Syndicats catholiques.* XXX
200. *Pour le bon journal.*
Abbé A. Robert et O. Héroux
201. *Le Sens catholique.*
E. Mercier et G. Ladouceur
- 204-205. *Instruction ou Education.* Esdras Minville
206. *En Russie soviétique.* E. S. P.
- 207-208. *Manuel antibolchévique.* E. S. P.
209. *La Participation des laïques à l'apostolat.*
Antonio Perrault
- 210-211. *L'Encyclique « Quadragesimo anno ».*
S. S. Pie XI
212. *Le Mariage chrétien.* R. P. Adélar Dugré, S. J.
- 214-215. *L'Etat et le mariage.* Juge C. E. Dorion
216. *L'Activité sociale des prêtres de Belgique.*
R. P. Albert Muller, S. J.
- 217-218. *Cahier anticommuniste.* E. S. P.
219. *Pour la colonisation.* E. S. P.
220. *La Règne communiste.*
R. P. Thomas-M. Lamarche, O. P.
221. *Pour la Paix.* E. S. P.
225. *La Profession agricole.*
Abbé Georges-M. Bilodeau
226. *Les Opérations de Bourse et leur moralité.*
R. P. Bournival, S. J.
227. *Le Retour de la mère au foyer.*
Rde Sr Gérin-Lajoie
228. *La Place des enfants n'est pas au cinéma.*
E. S. P.
- 232-233. *Pour la Restauration sociale au Canada.*
E. S. P.
237. *L'Agriculture, base économique d'une nation.*
Abbé Edouard Beaudoin
238. *L'Œuvre de la Colonisation.* Esdras Minville
241. *L'Encyclique « Quadragesimo anno ».*
Abbé Philippe Perrier
- 251-252. *Journées anticommunistes — I.* E. S. P.
253. *Journées anticommunistes — II.* E. S. P.
- 254-255. *La Menace communiste au Canada.*
R. P. Archambault, S. J.
257. *Le Chômage de la jeunesse.* E. S. P.
- 258-259. *Déclaration — Thèses — Statuts.*
Ligue de la Classocratie
262. *Le Komintern.* Entente Internationale
263. *L'Encyclique « Immortale Dei ».*
S. S. Léon XIII
264. *Allocations familiales.* Claire Hoffner
265. *Les Relations avec Moscou.* E. S. P.
266. *La Crise libératrice.* R. P. Albert Muller, S. J.
267. *Le Syndicalisme catholique au Canada.*
R. P. Archambault, S. J.
- 269-270. *Les vingt-cinq ans de l'E. S. P.*
En collaboration
272. *Comment établir l'organisation corporative au Canada.* Esdras Minville
273. *L'Orientation professionnelle.*
Abbé Irénée Lussier
- 274-275. *Pour le Christ-Roi et contre le communisme.* E. S. P.
276. *Les Exercices spirituels.*
R. P. Archambault, S. J.
277. *Petit Catéchisme anticommuniste.*
P. Richard Arès, S. J.
278. *La Vérité sur l'Espagne.*
Cardinal Isidro Goma Tomas
279. *L'Action catholique spécialisée.*
R. P. Adrien Malo, O. F. M.
- 280-281. *Encycliques « Divini Redemptoris » et « Mit brennender Sorge ».* S. S. Pie XI
282. *La Formation sociale dans nos collèges classiques.* Abbé Damien Robert
283. *Le Vendredi saint de l'Eglise d'Espagne.*
Secrétariat des C. M.
284. *La Coopération économique.*
Abbé L. Beaugard et Jean-B. Cloutier
285. *Le Syndicalisme national catholique.* E. S. P.
286. *La Malfaisance du capitalisme actuel.*
Abbé Georges Côté
287. *L'Action catholique au Canada.*
R. P. Archambault, S. J.
288. *Le Problème rural.* Nos Evêques
- 289-290. *Catéchisme de l'organisation corporative.*
P. Richard Arès, S. J.
291. *Encyclique « Libertas praestantissimum ».* S. S. Léon XIII
292. *Jeunesse et politique.* Jean Filion
293. *Pour que s'ôte notre français.*
P. Gabriel La Rue, S. J.
294. *L'Action catholique et les religieuses.*
R. P. Archambault, S. J.
295. *Petit Catéchisme d'éducation syndicale.*
P. Richard Arès, S. J.
296. *L'Industrie dans l'économie du Canada français.* Olivier Asselin
297. *Pour un ordre nouveau.*
Mgr Desranleau et le Cardinal Villeneuve
298. *Mentalité communiste.* Mgr J. T. McNicholas
299. *Lettre pastorale collective sur la tempérance.*
Nos Evêques
300. *La Nationalisation des entreprises.*
Mgr Wilfrid Lebon
303. *Une enquête sur le communisme à Québec.*
Edouard Laurent
304. *Un pays qui a ruralisé son enseignement primaire.* François-Xavier Boudreau
305. *L'Eglise et les grands problèmes de l'heure présente.* S. Exc. Mgr Carton de Wiart
306. *Le Corporatisme professionnel.* Maxim. Caron
307. *La Législation anticommuniste dans le monde.*
E. S. P.
308. *La Paix.* S. S. Pie XII
309. *L'Espagne au sortir de la guerre.*
R. P. Joseph Ledit, S. J.
310. *Lettre encyclique « Summi Pontificatus ».*
S. S. Pie XII
311. *Tempérance.* Dr Jean-Charles Miller
312. *Vers un ordre nouveau par l'organisation corporative.* F.-A. Angers, L.-M. Gouin, E. Gibeau, M. Caron, R. Arès, S. J.

PUBLICATIONS DE L'E. S. P.

(Suite)

313. *La Canalisation du Saint-Laurent.*
Paul-Henri Guimont
314. *Notre relèvement économique.*
R. P. Archambault, S. J.
315. *L'Eglise et l'ordre social.* Evêque américain
316. *Notre dimanche chrétien.*
S. Exc. Mgr Anastase Forget
317. *Le Samaritanisme moderne ou Service social.*
R. P. Emile Bouvier, S. J.
318. *Radicalisme moderne.* R. P. Joseph Ledit, S. J.
- 319-320. *La Jeunesse et l'Action catholique.*
R. P. Archambault, S. J.
321. *Le Racisme.* R. P. Arthur Caron, O. M. I.
322. *Les Jésuites.* Jean Guiraud
323. *L'Education nationale.* Abbé P.-Em. Gosselin
324. *Les Religieux et l'Action catholique.*
R. P. Archambault, S. J.
325. *La Reconstruction de la France.* E. S. P.
326. *La Communion des saints. (Allocutions et lettres — I)* S. S. Pie XII
327. *La Situation démographique de la France.*
Georges Pernot
328. *La Restauration sociale.* Nos Evêques
329. *Les Bases d'une paix juste. (Allocutions et lettres — II)* S. S. Pie XII
330. *Causeries sur les encycliques.* E. S. P.
331. *L'Esprit de l'Action catholique d'après Pie XII.*
R. P. Archambault, S. J.
332. *Par delà les guerres.* R. P. Joseph Ledit, S. J.
333. *La Restauration de la famille française.*
E. S. P.
334. *La Société contemporaine.* Abbé A. Roux
335. *L'Ordre nouveau. (Allocutions et lettres — III)* S. S. Pie XII
336. *L'Action catholique et la politique.*
Léo Pelland, C. R.
337. *Le Franc-Maçonnerie.* S. S. Léon XIII
338. *Charte du Travail.* E. S. P.
339. *L'Assistance à l'Enfant sans Soutien (Trois-Rivières).* Abbé Charles-Edouard Bourgeois
341. *Providence divine. (Allocutions et lettres — IV)* S. S. Pie XII
342. *Le Travail féminin et la guerre.* E. S. P.
344. *Jubilé épiscopal. (Allocutions et lettres — V)* S. S. Pie XII
345. *Le Droit de Suffrage.* Georges Pelletier
346. *L'Expérience communiste sociale en Russie.*
B. S.
347. *L'Organisation corporative au service de la démocratie.* Maximilien Caron
348. *Les Bienfaits du mariage. (Allocutions et lettres — VI)* S. S. Pie XII
349. *Les Associations neutres.* Mgr Desranleau
350. *Petit Guide moral du législateur.*
P. Richard Arès, S. J.
351. *Le Problème des jeunes qui ne fréquentent plus l'école.* J. O. C.
352. *Le plus grand péril.* R. P. Archambault, S. J.
353. *Ce Secrétariat permanent d'Education.*
R. F. Léopold, C. S. C., M. A.
354. *Message de Noël 1942. (Allocutions et lettres — VII)* S. S. Pie XII
355. *L'Organisation corporative portugaise.*
Oliveira Salazar
356. *Les Sources de l'Action catholique.*
R. P. Archambault, S. J.
357. *Le Rôle du gérant municipal.* G.-E. Marquis
358. *L'Epargne.* J.-M. Leduc, N. P., A. Rioux
359. *Soucis de l'Eglise. (Allocutions et lettres — VIII)* S. S. Pie XII
- 360-361. *Pour un Ordre meilleur.*
R. P. Archambault, S. J.
363. *Message au monde entier. (Allocutions et lettres — IX)* S. S. Pie XII
364. *Qui réorganisera l'Europe?* Théodore Aubert
365. *L'Eglise et le nationalisme.*
P. Richard Arès, S. J.
366. *Tout un peuple se dresse.* E. S. P.
367. *Caléchisme du Côtisme — I.*
R. P. Bonaventure Pélouin, O. F. M.
368. *Ecoles « nationales ».* R. P. L. C. de Léry, S. J.
369. *L'Aide à la Colonisation.* En collaboration
370. *Le Droit, soutien de l'ordre international.*
Antonio Perrault
371. *Pour restaurer la famille.*
R. P. Archambault, S. J.
372. *Contre la prostitution.* E. S. P.
- 373-374. *Semaine nationale de la Famille.*
E. S. P.
375. *La Démocratie. (Allocutions et lettres — X).*
S. S. Pie XII
376. *Caléchisme du Côtisme — II. (Devoirs de l'élève-lecteur).* R. P. Bonaventure Pélouin, O. F. M.
377. *La libération de la classe ouvrière.* Paul Bacon
378. *La Colonisation dans le Québec.* E. S. P.
379. *Réforme de l'entreprise.* Patrons chrétiens
380. *La Cité nouvelle.* U. E. H.
381. *Le vingt-cinquième anniversaire des Semaines sociales du Canada.* E. S. P.
383. *La Moralité publique.*
P. Archambault, S. J.
384. *La situation du catholicisme au Canada.*
Mgr Paul Bernier
385. *Le Règne social de Jésus-Christ.*
S. Exc. Mgr Douville
386. *Le problème de la nationalisation.*
PP. Villain et Bigo, S. J.
- 387-388. *Notre Jeunesse.* S. Exc. Mgr Courchesne
389. *Croisade de pureté.* Nos Evêques
390. *La Vague communiste.* E. S. P.
391. *La pensée sociale du Canada français.*
Sœur Marie-Agnès de Rome Gaudreau
392. *Le pluralisme syndical.*
Gaston Tessier et Henri Pauwels
393. *Pour la Restauration nationale.*
Cardinaux et archevêques de France
394. *Le problème de la jeunesse.*
R. P. Archambault, S. J.
395. *Nationalisation et Organisation corporative.*
E. S. P.
396. *L'Etat portugais.* Olivier Salazar
397. *Le Logement populaire.* R. P. Archambault, S. J.
398. *Questions d'éducation.*
R. P. Pacifique Émond, O. F. M.
399. *Le Communisme à la conquête du monde.*
E. S. P.

N. B. — Les numéros omis sont épuisés

L'Ecole Sociale Populaire laisse à chacun de ses collaborateurs
la responsabilité de ses écrits.

